

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

**Arrêté préfectoral
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2018-6717 relative au premier boisement de prairies d'une surface de 22 hectares en robiniers, faux-acacias et peupliers au lieu dit « les grands près de Coutiat » sur la commune de La Clotte (Charente-Maritime), reçue complète le 9 juin 2018 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 27 mars 2018 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste au premier boisement de prairies d'une surface de 22 hectares en pins, robiniers faux-acacias et peupliers ;

Étant entendu que :

- le déboisement s'effectuera par déchaumage aux disques, labour du terrain, piquetage de la plantation et mise en place de plants d'origine certifiée à la densité de 1 250 plants par hectare de pins et robiniers et de 156 plants par hectare de peupliers ;
- la finalité du présent projet est de produire du bois d'industrie et du bois d'œuvre ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° 47° c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas « les premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » ;

Considérant la localisation du projet :

- une partie des parcelles se situe au sein du site Natura 2000 *Vallée du Lary et du Palais*,
- dans une commune dont un plan de Prévention du Risque Incendie de Forêt (PPRIF) est en cours d'élaboration ;

Considérant que le projet relève d'une autorisation de défrichement et qu'à ce titre il devra être conforme au code forestier, et présenter notamment une évaluation d'incidences Natura 2000 suffisante ;

Considérant que le pétitionnaire s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leur habitat sur le site d'implantation et sur une aire élargie, ainsi que de la non atteinte aux enjeux de conservation du site Natura 2000 ;

Considérant la présence potentielle d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux milieux naturels et, en cas d'impact résiduel, et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

Considérant les mesures envisagées permettant d'atténuer les effets significatifs sur l'environnement par rapport à un projet initial plus impactant :

- la plantation de 2 cônes de peupliers (au lieu de 1),
- le maintien d'une zone de 10 mètres au lieu de 5 de large en bordure de la rivière « le Lary »,

- la densité de plantation de 156 au lieu de 204 plants/ha,
- un travail du sol uniquement sur les lignes de plantation,
- l'absence de fertilisation et de désherbage chimique,
- l'entretien des années n à n+5 par fauchage et non par travail au sol ;

Mesures avancées comme favorables au Vison d'Europe, à la Loutre, aux chauves-souris et aux papillons ;

Considérant la transformation d'un milieu ouvert constitué de prairies en milieu fermé constitué de boisement ou bien encore semi-fermé constitué de peupleraie, les continuités écologiques seront favorisées ;

Considérant qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant la phase chantier afin de limiter la gêne aux riverains et prévenir un éventuel risque de pollution ; qu'il lui appartient également de se conformer aux exigences de sécurité vis-à-vis du risque incendie ;

Considérant les recommandations mobilisables par les porteurs de projet du code de bonnes pratiques sylvicoles (CBPS) afin de gérer durablement ce peuplement ;

Considérant qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet de premier boisement de prairies d'une surface de 22 hectares en pins, robiniers faux-acacias et peupliers au lieu dit « les grands près de Coutiat » sur la commune de La Clotte (Charente-Maritime) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

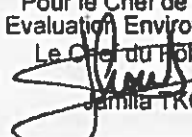
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle – Aquitaine.

À Bordeaux, le 12 juillet 2018.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur et par délégation
Pour le Chef de la Mission
Evaluation Environnementale
Le Chef du Pôle Projets

Jamila TROUB

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État de la Transition Écologique et Solidaire

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).